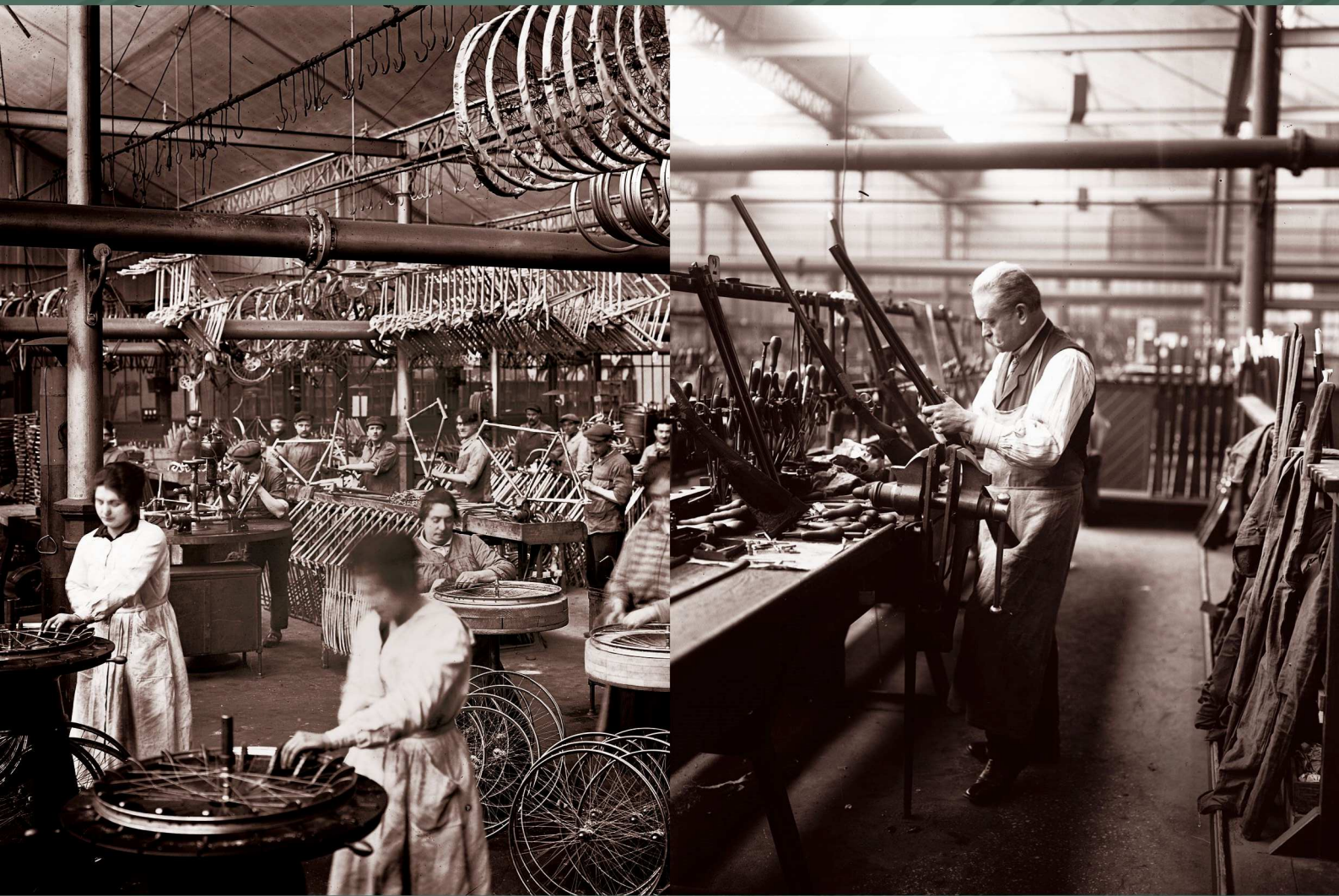


ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA LOIRE

MANUFRANCE HISTOIRE ET ARCHIVES



RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE DÉTAILLÉ

2696 W 5-11 Tribunal de commerce de Saint-Etienne
Liquidation de Manufrance, de la Société nouvelle Manufrance
et de la SCOPD-Manufrance

1977-2003

2696 W 5-11

TRIBUNAL DE COMMERCE

DOSSIER *MANUFRANCE*

Liquidation de la *SA Manufrance*,
la *Société nouvelle Manufrance* et la *SCOPD-Manufrance*

JUGEMENTS ET ORDONNANCES DE JUGEMENT

- 2696 W 5 *SA Manufrance* (1979-1993). *SCOPD-Manufrance* (1985-2003).
1979 - 2003
- 2696 W 6 Plan de redressement économique et d'apurement collectif du passif : rapport et annexes, jugement d'homologation (1977). Opportunité d'une reconversion des magasins *Manufrance* : rapport de *l'Ecole supérieure de commerce de Lyon* (1977). Étude de l'image et typologie de la clientèle *Manufrance* : rapports qualitatif et quantitatif par la société *Ypsis* [1977]. Synthèse du rapport de diagnostic du 17 février 1979 et notes de commentaires par le cabinet *Ouromoff et associés* (1979).
1977 - 1979
- 2696 W 7 Dossiers composés de correspondance, télégrammes, mémoire, comptes rendus de réunion et d'assemblée générale, tracts des syndicats, jugements, protocole d'accord, statuts, contrats.
1977 - 1982
- 2696 W 8 Dossier composé de correspondance, comptes rendus d'audience, jugements, tracts des syndicats, compte rendu de réunion et d'assemblée générale, liste du personnel (1977-1979). Coupures de presse (1977-1979). Dossier comptable : états du chiffre d'affaire, prévisions de trésorerie, note d'information et compte rendu des commissaires aux comptes (1979).
1977 - 1979
- 2696 W 9 Plaintes de clients adressées au Président du Tribunal de commerce (1980), coupures de presse (1980-2001).
1980 - 2001
- 2696 W 10 *SA Manufrance*.
État des créances au 29 février 1980 (par ordre alphabétique et par ordre numérique), liste du personnel par services.
1980
- 2696 W 11 *SCOPD Manufrance*.
Rapports Maillard-Prioret sur la liquidation des biens (1986), dossier d'assignation devant le Tribunal de commerce de Saint-Etienne pour action en responsabilité notamment contre l'État, les banques et organismes financiers, les experts comptables, etc. (1988).
1986 - 1988